



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

sommaire



Page 3 :
POUR SENHOR ON A LE DROIT DE
S'EXPRIMER, MAIS PAS TROP

Page 4 :
O.M.V.S. : BARRAGES OU MIRAGES ?

Page 5 :
SOMALIE : CHANGEMENT D'ALLI-
ANCE MAIS PAS DE POLITIQUE

Page 6 :
MADAGASCAR : DES MILLIERS DE
TONNES DE RIZ QUI POURRIS-
SENT

Page 7 :
SENEGAL : POUR LE PS LES
FEMMES PEUVENT S'EMANCIPER
TOUT EN RESTANT ESCLAVES

Page 8 :
VOYAGE DE SADATE EN ISRAEL
OU PAS, LE CHEMIN DE LA CO-
HABITATION DES PEUPLES PAS-
SE AILLEURS

Page 9 :
FRANCE : L'EXPULSION HON-
TEUSE DE KLAUSS CROISSANT



prix: 1 Franc

N° 55 - 21 novembre 1977

SAHARA

LE JEU CRIMINEL

DE L'IMPERIALISME

FRANÇAIS

Ould Daddah et Hassan II continuent encore leur guerre criminelle contre le peuple Saharaoui ! Mais à qui profite cette guerre, menée pour consolider le partage du Sahara entre le Maroc et la Mauritanie, contre la volonté du peuple Saharaoui.

Bien sûr que les bourgeois marocains ainsi que mauritaniens représentés par Hassan II et son frère ennemi Ould Daddah profitent de ce partage odieux car ils prélèvent un tribut sur les richesses du Sahara.

.../...

Mais l'essentiel du profit tiré de l'exploitation des richesses du Sahara enrichit les grosses sociétés des puissances impérialistes, en particulier françaises. Comme c'est encore l'impérialisme français qui est le principal bénéficiaire de l'exploitation des mines de fer de Zouérate en Mauritanie, ou des richesses minières du Maroc. Et les dictatures d'Ould Daddah et de Hassan II ne protègent pas seulement, ni même essentiellement, les intérêts des privilégiés locaux, mais bel et bien ceux de l'impérialisme, et cela y compris contre leurs propres peuples. Et c'est bien pourquoi la France prend fait et cause pour ces deux dictateurs, y compris dans leur guerre de rapine contre le peuple saharoui.

L'impérialisme Français, quoiqu'en dise tapageusement Guiringaud, n'est pas neutre dans le conflit qui se déroule aujourd'hui. Il est encore le gendarme dans cette région du continent. Il possède des bases militaires au Sénégal, au Cameroun et en Côte d'Ivoire. La présence de tous ces militaires sert surtout à maintenir la domination de la bourgeoisie française, et à lui permettre de continuer à exploiter les travailleurs et les paysans pauvres africains. Pour cela, ces troupes protègent des régimes corrompus, comme les régimes d'Ould Daddah, de Senghor et d'autres, dont la principale vertu aux yeux de la France, est de servir les intérêts des capitalistes français.

Etant donné la situation catastrophique du régime fantoche de Nouakchott, il n'est pas impossible que l'impérialisme français (qui a déjà envoyé des instructeurs à Attar) envoie directement des troupes en Mauritanie, sous prétexte de libérer les otages français détenus par le front Polisario.

C'est en tout cas, ce à quoi il se prépare. La protection des ouvriers français travaillant à Zouérate ou ailleurs, n'est qu'un grossier prétexte. Si c'est leur sort qui préoccupe le gouvernement français, il pourrait les rapatrier. Mais il préfère envoyer des troupes pour protéger non pas les travailleurs, mais Ould Daddah et le bon fonctionnement des mines au plus grand profit d'Usinor.

En tout état de cause, les révolutionnaires doivent soutenir la lutte du peuple saharoui contre toute intervention impérialiste comme contre les agissements de ses valets à la Hassan, Ould Daddah ou Senghor

Et cela sans pour autant voir en le Polisario autre chose qu'il n'est : une organisation nationaliste qui, comme le prouvent les enlèvements de travailleurs français et mauritaniens érigés en méthode de lutte, ne se soucie absolument pas de ce que pense l'opinion publique ouvrière de ces pays, de ce genre d'enlèvement.

En organisation nationaliste qu'il est, le Polisario ne cherche pas des alliés dans le camp adverse, en s'adressant en premier lieu aux exploités mauritaniens ou marocains. Cela, il faut le savoir.

Mais le rôle des organisations révolutionnaires qui se réclament des travailleurs au Maroc, en Mauritanie, ou en France, est, quelle que soit l'attitude du Polisario à l'égard de la classe ouvrière de ces pays, de combattre et au moins de dénoncer la sale guerre menée contre le droit du peuple saharoui à disposer de lui-même.

* * * * *

* * * *

* * *

*

POUR SENGHOR, ON A LE DROIT DE S'EXPRIMER MAIS... PAS TROP

Au Sénégal, dans le régime de Senghor, on peut tout écrire dans les journaux, sauf ce qui déplaît aux hommes d'Etat et aux hommes d'affaires.

C'est ainsi que Mam Less Dia, le directeur du "Politicien" (journal mensuel satirique de Dakar) a été poursuivi et arrêté depuis le 23 septembre et remis en liberté provisoire le 2 novembre par la justice sénégalaise. On l'accusait d'avoir diffamé le ministre des Travaux Publics et un patron sénégalais qui lui réclame 100 millions CFA.

A la suite de cette affaire, c'est au tour de Senghor de lui intenter un procès parce que dans son journal, Mam Less Dia avait écrit que Senghor possède une propriété en Normandie.

Il a fallu que Mam Less Dia fasse une lettre d'excuse en rectifiant que les propriétés de Normandie appartiennent non pas à Senghor mais à sa belle mère, pour que le procès soit retiré.

Senghor a même fait intervenir un curé de Normandie pour confirmer que le propriétaire n'est pas Monsieur Senghor... mais Madame, ou du moins sa mère.

Personne ne croira que les grands fonctionnaires et les hommes d'Etat sont des pauvres gens n'ayant aucune fortune. Si ces gens-là sont au pouvoir, ce n'est pas pour servir la population, mais au contraire pour se servir d'elle afin d'avoir des privilèges et accumuler des fortunes qu'ils investissent en achetant des propriétés (immeubles, usines, terrains etc...)

Et c'est une des raisons pour lesquelles Senghor ne pardonne pas à la presse qu'elle mette en cause les gouvernants.

Cette affaire est plutôt risible, mais elle montre ce qu'est la liberté de presse tant vantée à la sauce Senghor.

Même dans une société capitaliste dite démocratique, comme celle des pays européens ou américains, la liberté de presse est en réalité un leurre ; car seuls ceux qui ont de l'argent pour payer l'impression, la diffusion d'un journal, peuvent exprimer leurs idées dans la presse. Autrement dit n'importe quel capitaliste, même s'il est seul, peut fonder et faire vivre un journal, alors qu'il faut un gros effort d'organisation pour qu'un groupe de travailleurs puisse collectivement en faire autant, et encore, à une plus petite échelle.

Mais même cette liberté étriquée n'existe pas en général dans les pays d'Afrique où, n'est pas reconnu même le droit formel d'éditer un journal défendant des opinions autres que gouvernementales, ou simplement de le lire.

Ces régimes dictatoriaux ont trop peur que la moindre liberté amène des contestations et que cela aboutisse à la révolte, tant la situation est explosive.

Et si Senghor flirte un peu avec la liberté de presse, c'est pour s'en effrayer dès que cette liberté est exercée même dans un domaine aussi étroit que celui où se place "le Politicien". Alors disparaissent la démocratie pour céder la place à la froide étreinte de la dictature.

Certes pour les bourgeois, les intellectuels et la petite bourgeoisie des villes, le problème de la liberté de presse n'a pas la même signification que pour la majorité de la population laborieuse tant que la société n'aura pas donné à tout le monde les moyens de s'instruire, ne serait-ce que pour savoir lire.

Mais si aujourd'hui c'est surtout l'intelligentsia citadine qui est préoccupée par l'absence de liberté de presse, le prolétariat devra prendre en charge cette revendication, comme il devra prendre en charge le combat pour toutes les libertés démocratiques.

Les autres couches sociales, intelligentia comprise, sont incapables d'imposer, et encore moins de consolider, ces libertés démocratiques dont l'absence les tracasse aujourd'hui. Ils ne l'ont fait dans aucun pays d'Afrique, même là où les contestataires d'hier sont aujourd'hui au pouvoir. Car pour assurer ces libertés, il faudrait s'attaquer résolument aux racines-mêmes de la dictature, aux inégalités, à la misère, à la main-mise de l'impérialisme. Et en premier lieu il faudrait que le pouvoir soit exercé directement par les travailleurs et les petits paysans des campagnes qui constituent la majorité de la population, et pas par une poignée de militaires - ou d'intellectuels appuyés sur l'armée.

Mais c'est justement cela que ne veut ni ne peut la petite bourgeoisie citadine, réduite dès lors à la protestation platonique, à l'autocritique piteuse - ou alors à porter au pouvoir un autre régime tout aussi dictatorial que le précédent.

Alors si les travailleurs révolutionnaires doivent être solidaires de ceux qui agissent pour la liberté de presse, ils doivent surtout faire en sorte que le prolétariat des pays africains soit, sur le plan politique comme sur le plan organisationnel, en état de prendre la tête du combat pour les libertés démocratiques que lui seul pourra pousser jusqu'au bout.

Et le prolétariat révolutionnaire, une fois victorieux, aura à coeur de faire en sorte que cette liberté de presse ne soit pas un mot creux pour la majorité de la population, en consacrant tout l'effort que cela mérite, à résorber l'analphabétisme, en donnant à tous le goût et le besoin de lire, et en mettant les moyens nécessaires - presse mais aussi stations émettrices de radio- à la disposition des groupes d'ouvriers et de paysans.

0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0

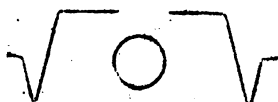
O.M.V.S. barrages ou mirages ?

L'OMVS (Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal), organisme commun aux Etats riverains du fleuve, a mis sur papier un certain nombre de projets, entr'autres des projets de barrages.

Mais il semble qu'ils soient compromis par l'inflation. Par exemple les 2 barrages de DIMA et de MANANTALI au Mali, dont le coût était évalué, en 1972 à 80 milliards CFA, coûteraient maintenant 125 milliards CFA (56,25 % de plus) à cause de l'augmentation des prix du matériel qui est entièrement importé.

Dans le même temps les prix des produits exportés par les pays africains, n'ont pas suivi la même augmentation. Les chefs d'Etat de l'OMVS en seront donc réduits, soit à renoncer aux projets, soit à demander de l'aide aux pays occidentaux dont ils sont les serviteurs, aide que les pays capitalistes n'accordent évidemment pas sans contrepartie.

Si les pays impérialistes donnent de l'argent, c'est d'abord pour pouvoir pétrier l'exploitation capitaliste sur les pays pauvres. Et cette exploitation ne laisse aucune place pour le développement économique de l'Afrique.



Somalie

changement d'alliance mais pas de politique

La Somalie vient de rompre ses relations avec l'Union Soviétique et Cuba. Elle a renvoyé de son territoire tous les conseillers militaires russes et cubains. Elle a dénoncé de même le traité d'alliance qui la lie à l'URSS depuis 1974.

La rupture d'alliance de la Somalie avec l'URSS vient du fait que cette dernière soutient le régime militaire d'Ethiopie depuis un an. Il est vrai que l'URSS n'aurait pas pu continuer à soutenir en même temps les deux protagonistes qui se font la guerre, et qu'elle a préféré miser sur l'allié le plus important..

Et au fur et à mesure que l'URSS accentue son aide à l'Ethiopie, de son côté la Somalie commençait à recevoir des offres des puissances occidentales qui ont des visées en Afrique de l'Est. Les offres se faisaient par l'intermédiaire des pays du Moyen-Orient les plus corrompus avec l'impérialisme américain, comme l'Arabie Saoudite et le Koweït.

Le fait qu'actuellement la Somalie ait rendu publique sa rupture d'alliance, ne fait qu'officialiser ses liens avec l'impérialisme américain par pays arabes interposés.

La Somalie a changé d'allié pour la simple raison que ses dirigeants l'estimaient nécessaire dans le cadre de leur conflit armé avec l'Ethiopie au sujet de l'Ogaden.

Ce n'est pas parce que maintenant la Somalie recherche ouvertement le soutien des puissances impérialistes que son régime est plus réactionnaire qu'avant. Il ne l'est pas plus, pour la bonne raison qu'il ne l'était pas moins au temps où il était allié à l'URSS.

Les nationalistes parlent volontiers de régimes progressistes pour certains Etats africains alliés à un degré ou à un autre à l'Union Soviétique, à la Chine, ou à Cuba. Il faut croire que cette qualité se gagne aussi facilement qu'elle se perd, sans même que rien ne soit changé à l'intérieur des pays concernés. Et rien n'a changé en Somalie quand Syaad Barre a décidé de renvoyer ses conseillers russes.

En réalité, ces régimes-là ont besoin d'armes, et de soutien diplomatique parfois, pour une politique belliqueuse au nom du nationalisme contre leurs voisins et plus généralement, contre leur propre peuple. Et ces alliances et ces armes, ils les trouvent du côté des puissances impérialistes. Lorsque les conditions ne sont pas assez favorables, ils s'adressent à l'Union Soviétique, aux pays de l'Est ou à la Chine.

Que les armes viennent de l'URSS ou de la Chine, qu'est-ce que cela change lorsqu'elles sont aux mains de dictateurs infects, des dictateurs qui protègent l'arriération sociale de leur pays et les inégalités! Et bien au-delà, quels que soient les aléas, ils soutiennent l'ordre capitaliste mondial.

Le fait que l'URSS apporte son soutien successivement au DERG en Ethiopie, à Syaad Barre et même à Moussa Traoré, cela ne prouve rien sur la qualité de ces régimes. Ils ne sont pas mieux que les autres. Mais cela prouve par contre que l'URSS des bureaucrates est prête à soutenir les pires dictateurs pour ses intérêts diplomatiques.

Alors, que l'URSS ne s'étonne pas de ne pas trouver de reconnaissance de la part de ses alliés.

* * * * *

MADAGASCAR :

DES MILLIERS DE TONNES DE RIZ QUI POURRISSENT

Le 5 novembre, à la suite d'une tournée présidentielle dans la province de Tamatave, Ratsiraka s'est déclaré scandalisé par le fait que 2 000 tonnes de riz pourrissent dans le port de Tamatave depuis 6 mois, alors qu'il y a une pénurie de cette denrée dans toute l'Ile. Il a en outre déploré l'indolence des fonctionnaires et l'irresponsabilité des travailleurs qui n'ont pas "signalé les anomalies qu'ils ont constatées".

Effectivement il est scandaleux que des milliers de tonnes de riz pourrissent, alors que partout la population est réduite à faire la queue pendant des heures pour pouvoir acheter un ou deux kilos de riz (pas plus, car il est rationné). Dans les villes de province, il n'est pas rare que dans les quartiers pauvres les femmes fassent la queue, avec le carnet de contrôle, à partir de 5 heures du matin, et reviennent à la maison à midi sans avoir rien eu, parce que l'administration n'envoie qu'une centaine de kilo de riz par point de vente et irrégulièrement.

Cela dit, ce n'est pas à Ratsiraka de s'étonner de l'attitude des fonctionnaires : ce sont ses fonctionnaires à lui. Et il les connaît bien, comme il connaît leur rapacité et leur corruption. Déjà en 1976, lors d'une tournée à Mananjary, il a tenu les mêmes propos après avoir constaté que les fonctionnaires de la SINPA (Société d'Intérêt National pour la Production Agricole) préféreraient vendre le riz aux riches plutôt qu'à toute la population.

Les fonctionnaires sont aussi, très souvent, les parents des ministres, chefs de provinces et autres sommités. Il faut, dans ces conditions, un sacré aplomb pour reprocher aux travailleurs de ne pas signaler les "anomalies"... à ces mêmes fonctionnaires qui en sont les responsables, qui en tirent bénéfices et qui sont tout puissants.

Pourtant des anomalies, il y en a, et pas seulement dans le domaine du ravitaillement, mais dans toute l'organisation de la société ! Et les travailleurs les voient doublement : en tant que consommateurs et en tant que producteurs.

Nul doute qu'un contrôle des travailleurs améliorerait les choses ! S'ils s'occupaient du ravitaillement, ils ne laisseraient certainement pas pourrir ces milliers de tonnes de riz alors qu'ils en ont cruellement besoin !

Mais ce n'est évidemment pas de cela que parle Ratsiraka, et ce à quoi il invite les travailleurs, c'est de faire des rapports et d'attendre qu'ils gravissent tous les échelons de l'administration qui, de toute façon restera maîtresse absolue.

Les travailleurs contrôleront le ravitaillement lorsqu'ils auront les moyens de décider et d'exécuter les décisions conformes à leurs intérêts. Mais lorsque cela sera ainsi — et cela est nécessaire dans l'intérêt de toutes les classes laborieuses et opprimées de la société malgache — les jours du régime Ratsiraka seront comptés.



SENEGAL pour le PS les femmes peuvent s'émanciper tout en restant esclaves

A l'approche des élections législatives de mars prochain suivies des présidentielles, le Parti Socialiste de Senghor organise depuis un certain temps des conférences à travers tout le pays.

Dans ce cadre, "le rôle de la femme dans la société" est l'un des thèmes abordés par Madame Seynabou Cissé présidente de l'Union Communale des Femmes de PS de Kaolack. Au cours du débat qui a suivi le discours, un membre du PS, Mahmoud Diop, a déclaré que "la femme ne doit pas abuser de son émancipation" car "émancipation ne veut pas dire, en milieu africain, liberté totale".

Voilà la bonne excuse pour tenter de faire admettre à la femme africaine, toute l'oppression, toutes les bassesses que lui fait subir l'homme. Que des dirigeants tiennent de tels propos indignes à l'égard de la femme, c'est révoltant et inadmissible. D'ailleurs ce n'est pas la première fois que des dirigeants bourgeois africains tiennent de tels langages.

Sous le prétexte fallacieux que les mœurs et les coutumes en Afrique sont différentes de celles de l'Europe, ces messieurs tirent l'aberrante conclusion que la femme africaine ne doit pas aspirer à la même liberté que les femmes d'autres pays.

Ainsi les Senghor, et bien d'autres chefs d'Etat africains, trouvent normales les injustices que subissent les femmes dans la société africaine, les maux dont elles souffrent : la polygamie, la dot, les mariages forcés, le mépris de la femme, la brutalité acceptée des hommes à leur égard. L'homme, lui, a le droit de sortir quand il veut. Pas la femme. L'homme, lui, est dispensé des travaux pénibles du ménage, pas la femme.

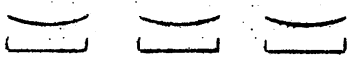
Voilà ! C'est cette situation révoltante de la femme que les dirigeants du PS veulent voir se perpétuer. Tous leurs discours sur la promotion de la femme ou sur sa liberté ne sont que démagogie.

Les femmes, qu'elles soient africaines, européennes ou asiatiques ont raison de refuser la place d'opprimées que la société leur assigne. Elles s'organisent, elles se battent en tant que femmes pour refuser la situation dans laquelle elles vivent. Et elles ont raison de se battre. Elles ont également raison de ne pas compter sur les oppresseurs au pouvoir pour leur libération, pour leur émancipation.

La condition faite à la femme est le reflet d'un état de choses barbare, injuste, hérité de la société traditionnelle, consolidé par le colonialisme, protégé par nos dictatures réactionnaires. Elle doit être combattue.

Les révolutionnaires sont solidaires du combat des femmes africaines pour leur émancipation, car ils sont partie prenante dans les combats contre toutes les formes d'oppression.

Mais l'émancipation réelle, définitive de la femme africaine, qui exige que bien des choses changent profondément dans la société, va de pair avec l'émancipation des exploités. Nous pensons que les femmes opprimées d'Afrique ont un grand rôle, et peuvent être même un rôle décisif à jouer dans ce combat. Il faut qu'elles rejoignent le camp du prolétariat, le camp du socialisme.



VOYAGE DE SADATE OU PAS

LE CHEMIN DE LA COHABITATION DES PEUPLES PASSE AILLEURS

Le dimanche 20 novembre, le président Anouar El Sadate d'Egypte a rencontré à Jérusalem le premier ministre israélien Menahem Bégin. C'est un événement spectaculaire, d'autant plus que toute la presse mondiale l'a commenté abondamment. Pour spectaculaire qu'ait été le voyage, rien n'indique pour l'instant qu'il sera suivi d'effet.

Les concessions que Sadate a faites par le fait-même qu'il soit allé en Israël, n'ont pas été payées de retour, car son interlocuteur israélien n'a pas reculé d'un pouce, tant sur le problème palestinien que sur celui des territoires occupés depuis 1967.

Dès l'annonce du voyage, tous les dirigeants des autres pays arabes, se sont mis à crier à la trahison. Mais quelle trahison donc ? Sadate n'a pas trahi les intérêts du peuple palestinien, car il ne les avait jamais représentés, ni défendus. Pas même aux temps des affrontements sanglants avec Israël. La cause palestinienne a surtout servi aux dirigeants arabes pour détourner l'attention de leurs propres peuples des problèmes intérieurs, en exalçant leur nationalisme contre "l'ennemi extérieur" israélien.

Mais lorsque les palestiniens s'organisaient et s'armaient, ils ont trouvé les régimes réactionnaires arabes sur leur chemin. La Jordanie de Hussein, non seulement n'a jamais reconnu les droits nationaux des palestiniens de Cisjordanie, au temps où il contrôlait cette région, mais a fait massacrer des milliers de palestiniens lors du tristement célèbre "septembre noir" de 1970. En 1976, la Syrie s'est retrouvée aux côtés d'Israël pour faire pareil sur les palestiniens qui soutenaient la gauche libanaise. Et si l'Egypte n'a jamais eu à utiliser la terreur pour désarmer les organisations palestiniennes, c'est parce qu'elle ne les avait jamais laissés s'armer sur son territoire.

Le maître de la situation au Moyen-Orient, c'est d'abord l'impérialisme, et surtout américain. C'est lui qui, jusqu'à maintenant, a alimenté les tensions en armant l'Etat d'Israël comme les Etats arabes.

Les dirigeants nationalistes d'Israël ou des pays arabes n'avaient sans doute pas besoin de l'impérialisme pour dresser leurs peuples les uns contre les autres. Mais cette division est profitable, voire indispensable à l'impérialisme dans cette région où ses intérêts -en particulier pétroliers- sont colossaux. Et c'est pour maintenir cette division que l'impérialisme soutient et arme Israël, et en fait son point d'appui dans la région.

Actuellement, l'impérialisme n'a aucune raison particulière d'aiguiser les tensions. Le retournement de Sadate, qui avait rompu avec l'URSS pour rechercher l'alliance américaine, renforce la position américaine au Moyen-Orient. Par ailleurs, ce rapprochement de l'Egypte avec le principal soutien d'Israël, a créé les conditions d'un rapprochement entre les deux Etats.

Ce geste spectaculaire de Sadate sera-t-il pour autant suivi de négociation ? Rien ne l'indique à coup certain. Mais il n'est pas impossible non plus, que le décalage entre le retournement spectaculaire de Sadate et l'apparente intransigeance de Bégin devant le Knesset, ait été calculé par avance par des contacts secrets des deux côtés, afin de vérifier l'attitude de l'opinion publique.

L'accueil fait à Sadate à Jérusalem par la population, montre que celle-ci est plutôt favorable à des négociations. Cela donnera à Bégin les mains plus libres pour proposer à son tour des concessions. Ces concessions pourraient même être d'envisager la création d'un mini-Etat palestinien en contrepartie de la reconnaissance officielle d'Israël par tous les pays arabes frontaliers.

Ce sera, de toute façon, une solution étriquée, car un tel mini-Etat serait sous la dépendance d'Israël, et une solution fragile, car si les intérêts impérialistes l'exigent, les USA n'hésiteront pas à ressusciter les vieux conflits.

Tant que l'Etat d'Israël sera sioniste -c'est-à-dire tant qu'il cherchera à exister pour les juifs seulement, au détriment des autres nationalités- et tant que.../...

les pays arabes seront dominés par des dictatures, il n'y aura pas de solution donnant satisfaction aux droits légitimes à la fois du peuple palestinien et du peuple israélien.

Les deux peuples pourraient et devraient pourtant coexister dans cette région du monde, sans aucune primauté et sans aucune subordination. Mais cela exige des rapports démocratiques que les Etats actuels ne peuvent ni créer, ni garantir.

Ce sera aux travailleurs d'Israel, d'Egypte et des autres pays, de balayer les régimes qui les oppriment, et de permettre enfin aux peuples de vivre en harmonie.

* * * * *

L'expulsion honteuse de klaus Croissant

Moins d'une heure après l'"avis favorable partiel" d'extradition émis, le 16 novembre par la chambre d'accusation de Paris, Klaus Croissant, avocat des membres de la bande à Baader fut extrait de la prison de la Santé, et rendu quelques heures plus tard aux autorités allemandes qui le réclamaient.

Son seul crime, c'est sa sympathie politique pour le groupe Baader.

Le jugement a été une comédie. De toute évidence, l'extradition était décidée d'avance, et la justice s'est alignée sur les décrets du gouvernement.

Ce n'est pas la première fois que ce genre de chose se produit. C'est bien en France, pays qui se dit démocratique, qui se prétend terre d'asile, que les travailleurs émigrés sont arrêtés et expulsés d'une façon arbitraire dans leur pays d'origine ; parfois ils sont directement remis à la police. C'est bien en France que, dernièrement, plusieurs travailleurs marocains ont été expulsés parce qu'ils sympathisent avec le Front Polisario. C'est aussi en France que les policiers au service de l'Etat bourgeois français contrôlent quotidiennement, et systématiquement les émigrés dans le métro, à l'entrée des foyers où vivent ces travailleurs, et parfois même à l'intérieur de ces foyers. Le moindre prétexte sert de chef d'accusation pour expulser immédiatement ces travailleurs.

Bien sûr pour ces expulsions, la presse n'en parle pas ; dans certains cas, ces travailleurs expulsés n'ont droit qu'à un entrefilet dans les journaux, ou une petite information dans les "faits divers".

Le cas de Croissant est un exemple parmi bien d'autres. L'Etat français foule aux pieds ses propres lois et ses prétentions "démocratiques" lorsque les "raisons d'Etat" de l'Etat des bourgeois l'exigent.

Si Croissant meurt dans une prison en Allemagne, comme sont morts, "suicidés", la plupart des membres de la bande à Baader, la responsabilité en incombera aussi bien au gouvernement français.

* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *

CAMARADE, SI CE JOURNAL TE PLAÎT, FAIS-LE CIRCULER AUTOUR DE TOI !

Abonnements :

- FRANCE : ordinaire un an : 12 F
- sous pli fermé un an : 36 F
- AUTRES PAYS : écrire au journal

Adresser toute correspondance à : COMBAT OUVRIER BP 80 93 300 Aubervillier France
en spécifiant : "pour LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS"

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiters.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.